



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 17 juillet 2012

Numéro 135

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Les gouvernements de l'impuissance mettent l'armée à découvert et paralysent l'Etat de l'obscurité

An Nahar (Proche du 14-Mars)

Des milliers de Libanais otages de l'intifada des « Amis de l'armée »

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

Le pouvoir fou

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le chaos sécuritaire programmé se déplace

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Midane serait sous le contrôle des insurgés

Al Ahrām (Quotidien étatique égyptien)

La visite de Clinton en Egypte au cœur des ses entretiens avec les responsables israéliens

Al Hayat (Quotidien à capitaux saoudiens)

Si tins oppoés autour de l'EDL au Liban

Al Quds al Arabi (Edité à Londres)

Véhicules blindés et combats de rues à Damas

L'événement

Entre les journalistes de l'EDL et « les amis de l'armée »...

Le Liban a été le théâtre hier de développements dramatiques qui montrent l'étendue de la division au sein de la population et surtout des deux camps politiques adverses. Au cœur de la nouvelle polémique, l'armée dont « les amis » sont descendus hier soir sur l'autoroute au niveau de Sarba (Jounieh) pour protester contre l'arrestation des trois officiers et des cinq soldats impliqués dans la mort de cheikh Ahmed AbdelWahed et de son compagnon le 20 mai au Akkar. « Les Amis de l'armée » ont ainsi coupé la route pendant quelques heures bloquant ainsi, selon le quotidien « An Nahar », des milliers Libanais qui empruntaient cette voie. Ils ont finalement accepté de lever leur sit-in à la demande expresse du commandement de l'armée. Ce développement s'est accompagné d'une quasi-révolte des journalistes de l'EDL devant le siège central de cette institution à Mar Mikhaël et il est intervenu alors que cheikh Ahmed al Assir poursuit son sit in à Saïda et parade devant les photographes. La logique de la fermeture des routes est en train de gagner du terrain, comme si dès qu'une partie agit, l'autre se sent obligée d'elui faire un contre-poids. Mais l'armée ne souhaite pas devenir l'objet d'un tel tiraillement surtout après le compromis trouvé en Conseil des ministres, le 9 juillet et qui lui a permis de se déployer de nouveau le long de la frontière du Nord et dans certains villages du Akkar, à la condition de procéder de nouveau à l'arrestation des trois officiers et des 5 soldats. Le journaliste du quotidien « Al Akhbar » revient d'ailleurs sur cet accord qu'il qualifie de « douloureux » en expliquant les causes qui l'ont imposé, même si quelque part il ternit quelque peu l'image de l'armée. La situation en Syrie continue aussi de faire couler de l'encre, les médias se penchant sur le fait que les combats se déroulent désormais dans les faubourgs de Damas. Mais c'est surtout la position du ministre russe des Affaires étrangères, Serguéi Lavrov qui a retenu l'attention du quotidien français « Le Figaro » qui estime que désormais, les positions occidentale et russe sur la Syrie sont inconciliables... Enfin, des poursuites sont désormais engagées au Liban contre la fille du major Saad Haddad (fondateur de l'armée supplétive d'Israël au Sud Liban décédé en 1984) qui s'est installée en Israël et se consacre à aider l'armée israélienne.

As Safir

Joe Maacaron, correspondant à Washington

Le 14 mars ne semble pas comprendre ce que veulent désormais les Américains au Liban. S'ils veulent réellement la chute du régime de Bachar Assad pourquoi n'appuient-ils pas la partie libanaise qui œuvre en ce sens, au lieu de soutenir un gouvernement dont le moins qu'on puisse dire est que sa position est floue sur ce sujet ?

Après la période d'Amine Gemayel où les Etats-Unis avaient une politique spécifique pour le Liban, leur attitude envers ce pays est devenue moins distincte avec pendant des années, une priorité, mettre fin à la guerre civile. Les Etats-Unis ont ensuite inclus le Liban dans leur stratégie dans la région, en laissant la Syrie y avoir un rôle de premier plan. Nouveau changement en 2005, avec l'assassinat de Rafic Hariri qui a permis aux Etats-Unis d'utiliser le Liban dans leur confrontation avec l'Iran et ses alliés dans la région. Aujourd'hui, la situation a de nouveau changé et le 14 mars qui, pendant des années a refusé la concomitance des volets libanais et syrien la réclament à cors et à cris alors que le 8 mars, jadis favorable à cette idée, la rejette désormais.

Pour les Etats-Unis, l'équation est claire, avec un Moyen Orient en ébullition et surtout une situation en Syrie qui semble devoir se prolonger avec une issue encore incertaine, il faut préserver la stabilité du Liban. Washington déclare ainsi à ses alliés que son approche des deux dossiers libanais et syrien est différente. Il ne faut donc pas mélanger la volonté d'assurer une transition politique en Syrie avec la stabilité au Liban.

As Safir

Daoud Rammal, journaliste proche de la majorité

Une source sécuritaire qui suit le dossier de l'espionnage israélien a confié au quotidien As Safir que le dispositif récemment trouvé à Zrariyé, dans le caza de Zahrani, est plus moderne que les précédents et il a été installé récemment et non pendant pendant la guerre de 2006. La source révèle aussi qu'auparavant, les Israéliens se sentaient plus en sécurité au Liban, convaincus que leurs installations ne seraient jamais découvertes et que même si c'était le cas, nul ne saurait les démonter et connaître leur utilisation. Mais depuis le démantèlement des stations de surveillance et d'espionnage installées au Braouk et à Sannine, la situation est devenue différente et les Israéliens prennent de nouvelles précautions.

Ce qui a permis de découvrir que le dispositif de Zrariyé, comme d'ailleurs celui de Deir Kifa, est récent, c'est le fait qu'il est muni d'un mécanisme d'explosion qui se déclenche automatiquement dès qu'il est trouvé et n'a donc pas besoin d'attendre un tel déclenchement par le biais d'une télécommande à partir d'un dispositif principal installé en Israël. C'était ainsi le cas des précédents dispositifs trouvés. Mais celui-ci, ainsi que celui de Deir Kifa ont explosé immédiatement et non à retardement. Ce qui prouve que les Israéliens craignent de plus en plus la

ILS ONT DIT...

Walid Joublatt, leader druze, chef du PSP

" Nous nous demandons si en soutenant le régime de Bachar Assad et en refusant toute intervention étrangère en Syrie, Moscou ne cache pas en fait la volonté de préserver ses propres intérêts pétroliers, économiques et militaires, aux dépens des intérêts du peuple syrien et de l'unité de ce pays.

Marwan Charbel, ministre de l'Intérieur

" Le cas de cheikh Ahmed Al Assir dépasse les capacités du ministre de l'Intérieur, de l'armée et du gouvernement réunis. L'exacerbation des conflits confessionnels due à la situation en Syrie a des répercussions sur la mission des forces de l'ordre dans la réouverture des routes fermées. Mais les voleurs et les preneurs d'otages n'ont pas de couverture politique...

Jamil Sayyed,

Ancien directeur général de la Sûreté générale

Je voudrais féliciter les anciens Premiers ministres Saad Hariri et Fouad Siniora pour avoir réussi à mettre les officiers et les soldats de l'armée en prison. Il est d'ailleurs bon d'erappeler que ce sont les mêmes qui avaient comploté pour mettre les quatre principaux généraux du pays en prison injustement. Pourtant, en général, lorsqu'un accident se produit au cours d'une mission sécuritaire, c'est le commandement politique qui a donné l'ordre de la mission qui en assume la responsabilité. Le commandement de l'armée, lui, a été sage et discipliné en accordant l'autorisation pour poursuivre les militaires.

Arzé Saad Haddad poursuivie par la justice

Arzé Saad Hadda, fille du major Saad Haddad, fondateur en 1976 de l'Armée du Liban libre, alliée à Israël avait trois ans lorsque son père est mort d'un cancer en 1984. En 2000, avec l'effondrement de l'ALS, au moment du retrait israélien du Sud, Arzé s'est réfugiée en Israël où elle a d'ailleurs la nationalité israélienne. Elle vient d'obtenir son master en aéronautique de l'Institut Technion à Haïfa. Dans sa thèse, elle développe un système de propulsion pour les roquettes à longue portée. Elle souhaite d'ailleurs aider l'armée israélienne. Cer qui lui a valu d'être poursuivie par le commissaire du gouvernement près le tribunal militaire Sakr Sakr qui l'accuse de collaboration avec Israël

Kahwaji et Berry cibles d'Al Qaëda

Le journaliste Nasser Charara (Al Akhbar) rapporte selon des sources sécuritaires que des activistes d'Al Qaëda sont entrés au Liban et tentent de mettre au point des plans pour assassiner le général Kahwaji et le président de la Chambre Nabih Berry. 300 000 millions de dollars ont été consacrés à ces deux assassinats, l'ordre ayant été donné par l'homme fort d'Al Qaëda, Ayman Zawahiri.

La libération des pèlerins avant le début de ramadan ?

L'agence Al Markazia affirme que la visite prévue aujourd'hui de Sleiman en Turquie est liée au dossier des onze pèlerins enlevés en Syrie...

Al Akhbar

Nicolas Nassif est revenu ce matin sur l'affaire de Koueikhate et le compromis conclu au sein du Conseil des ministres le 9 juillet sur ce sujet. L'auteur de l'article qualifie ce compromis de « douloureux » mais explique les raisons qui l'ont imposé. Il affirme ainsi que l'enquête a prouvé que cheikh Abdel Wahed et son compagnon ont été tués par des tirs de l'armée. Il ne s'agissait sans doute pas d'un acte prémédité, mais les tirs ont été dirigés vers son coprs dont un l'atteint à la nuque. Face à cette réalité, et avec les deux frères du cheikh qui ont commencé à fermer les routes et à pousser la population à se soulever, le akkar ne menaçait pas seulement de s'opposer à l'armée, mais de dresser les villages les uns contre les autres, notamment les sunnites contre les chrétiens et les alaouites. D'ailleurs, la tension était telle que la famille de cheikh AbdelWahed avait refusé de recevoir les condoléances du commandant en chef de l'armée, le général Jean Kahwaji, contrairement à ce qui s'était passé en 2007, lorsque l'armée avait riré sur des manifestants à Mar Mikhaël, faisant plusieurs morts. A cette époque-là, les familles, ainsi que sayed Nasrallah et le présdient Berry avaient reçu le commandant en chef Michel Sleiman venu présenter ses condoléances.

Certes, Saad Hariri et Fouad Siniora ont beaucoup tenté de calmer le jeu, hariri ayant même convoqué Khaled Daher et Mouin Meraabi en Arabie. Le premier l'a écouté mais le second n'a rien voulu entendre. Ce qui permet de croire qu'il est probablement sorti des rangs du Courant du Futur et qu'il ne sera probalement pas candidat sur ses listes en 2013.

Le Figaro (Quotidien français de droite)

Le journaliste Pierre Avril est revenu aujourd'hui sur les positions russes au sujet du dossier syrien. Selon lui, les positions russe et occidentale sont devenues inconciliables, au moment où les combats gagnent les faubourgs de Damas. Le ministre russe des affaires étrangères Serguéi Lavrov a ainsi accusé les Américains et les Européens d'exercer une sorte de « chantage » sur son pays en conditionnant la prolongation de la mission des observateurs de l'ONU en Syrie à l'adoption d'une résolution contraignante, prévoyant des sanctions contre le régime d'Assad.

Cette mission expire officiellement le 20 juillet et Washington menace de ne pas prolonger la mission des observateurs au-delà de cette date si une telle résolution n'est pas adoptée. Moscou a donc estimé qu'une telle posiiton est « totalement contre-productive et dangereuse ». Selon Lavrov, il est inacceptable d'utiliser les observateurs comme monnaie d'échange. Cette déclaration a été faite au moment où le président russe Vladimir Poutine s'apprête à recevoir aujourd'hui l'émissaire de l'ONU, Koffi Annan.

La Russie durcit donc le ton à l'égard de ses partenaires et leur reproche de « réinterpréter à leur manière » l'accord de Genève conclu le 30 juin. Désormais, l'Occient exige clairement le départ du président Bachar Assad et met la presison sur la Russie dans ce but. Mais le ministre russe des AE a déclaré lui aussi clairement : « le président Bachar Assad ne partira pas. Non pas parce que nous le soutenons, mais parce qu'une partie tout à fait significative de la population syrienne le soutient » .